

# ACTION URGENTE

## INDE. LA POLICE ESSAYE D'EXPULSER DES PAYSANS DE FORCE

**Le 10 juin, la police a pénétré dans le village de Govindpur, dans le district de Jagatsinghpur (État d'Orissa, Inde), avec l'intention d'expulser des agriculteurs de terres communales. Les villageois ont manifesté pacifiquement dans une atmosphère tendue pendant plusieurs heures ; la police a ensuite quitté les lieux en menaçant de revenir bientôt pour continuer l'expulsion.**

Environ 4 000 familles vivant dans quatre villages du district de Jagatsinghpur, dans l'État d'Orissa, risquent d'être chassées de force de terres communales utilisées pour l'agriculture et qui représentent le moyen de subsistance des paysans et de leurs familles, ainsi que le lieu d'habitation de certaines familles.

Le 10 juin, un millier de policiers en tenue antiémeute, dont certains armés, ont pénétré dans le village de Govindpur, dans le district de Jagatsinghpur, avec l'intention de procéder à l'expulsion. Environ 2 000 personnes ont protesté de façon pacifique contre les policiers, engendrant une situation tendue pendant quatre heures. À cause de la forte chaleur de l'après-midi, cinq manifestants (deux femmes et trois enfants) et deux policiers se sont évanouis. La police a alors quitté les lieux après avoir menacé les villageois que les autorités procéderaient bientôt aux expulsions forcées.

Le 18 mai, environ 150 policiers en tenue antiémeute, dont certains armés, avaient chassé de force au moins 200 agriculteurs des villages de Polong et de Noliasahi et détruit des plans de bétel (plante asiatique connue pour ses feuilles que les Indiens aiment mastiquer) ainsi que des hangars agricoles situés sur des terres communales.

Les autorités de l'État d'Orissa procèdent à des expulsions forcées afin d'acquérir 1 600 hectares dans cinq villages, dont la majorité est constituée de terres communales, dans le cadre d'un projet de construction d'une aciérie pour un montant d'environ 8 milliards d'euros, auquel participerait le géant sud-coréen de l'acier, POSCO. Cela représenterait le plus grand projet d'investissement direct étranger en Inde. Les autorités n'ont pas consulté la population locale ou les organismes locaux et n'ont délivré aucun avis aux paysans. Elles ont affirmé qu'il n'y avait pas besoin d'émettre des notifications au préalable pour acquérir des terres communales « car elles appartiennent au gouvernement ». Elles ont également annoncé que les agriculteurs pourraient prétendre à une indemnisation maximale calculée en fonction des récoltes perdues durant le processus d'acquisition des terres, mais jusqu'à maintenant, les familles n'ont rien reçu.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais ou dans votre propre langue :**

- exhortez les autorités à mettre fin à toutes les expulsions forcées dans le district de Jagatsinghpur et à veiller à ce que toute expulsion soit effectuée dans le respect des normes internationales en matière de droits humains, notamment en consultant véritablement la population concernée pour trouver d'autres solutions et en fournissant des garanties d'une procédure régulière, une indemnisation adaptée et d'autres terres cultivables ;
- priez-les instamment de donner à toutes les familles expulsées de force un moyen d'accéder à des solutions efficaces ;
- appelez-les à mettre en place des mesures pour veiller à ce que les autorités évaluent en détails l'impact du projet POSCO sur les droits humains et l'environnement en consultant la population locale ;
- demandez-leur de garantir qu'aucune étape de ce projet ne soit lancée tant que ces mesures n'auront pas été prises et les droits humains de la population protégés.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 22 JUILLET À :**

Premier ministre

Manmohan Singh

Prime Minister's Office

152, South Block

New Delhi 110 001, Inde

Courriel : [manmohan@sansad.nic.in](mailto:manmohan@sansad.nic.in)

Formule d'appel : *Dear Prime Minister, /*

Monsieur le Premier ministre,

Chef du gouvernement de l'État d'Orissa

Naveen Patnaik

Naveen Nivas

Aerodrome Road

Bhubaneswar 751001, Inde

Courriel : [cmo@ori.nic.in](mailto:cmo@ori.nic.in)

Formule d'appel : *Dear Chief Minister, /*

Monsieur le Chef du gouvernement,

Veillez également envoyer des copies aux représentants diplomatiques de l'Inde dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 147/11. Pour plus d'informations :

<http://amnesty.org/fr/library/info/ASA20/020/2011/fr>.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## INDE. LA POLICE ESSAYE D'EXPULSER DES PAYSANS DE FORCE

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

« Les autorités poursuivent les expulsions *manu militari*. Le 18 mai, tôt le matin, 150 policiers sont entrés dans le village de Polong et ont commencé à détruire des plants de bétel sur les terres forestières collectives dont dépendent au moins 200 agriculteurs. Ils veulent se saisir de plus de 1 600 hectares, principalement des terres communales, dans l'État côtier d'Orissa au profit du plus grand projet d'investissement étranger en Inde, balayant ainsi nos revendications légitimes. »  
Abhay Sahoo, responsable de POSCO Pratirodh Sangram Samithi, village de Dinkia (État d'Orissa).

Aux termes de la Loi de 2008 relative aux droits forestiers, les terres communales sont la propriété des villages ; elles relèvent de l'autorité des instances locales et doivent être utilisées par les populations locales. Ces dernières ont déposé des plaintes en s'appuyant sur ce texte. La seule consultation publique organisée a eu lieu en avril 2007, alors que la loi citée plus haut n'était pas encore entrée en vigueur.

Plus tôt dans l'année, les autorités de l'État d'Orissa n'ont pas pris en compte les revendications des populations locales au sujet des terres communales, et ce malgré deux enquêtes officielles diligentées par le ministère de l'Environnement et des Forêts qui ont suscité de vives inquiétudes quant aux efforts fournis par les autorités pour acquérir ces terres. Ces investigations ont également établi que le projet sidérurgique violait les lois environnementales et les réglementations côtières nationales et que ses éventuelles répercussions négatives sur les moyens de subsistance des populations locales n'avaient pas été correctement évaluées. En dépit de ces conclusions, les autorités centrales ont accepté la déclaration de l'État d'Orissa, qui affirmait que les habitants de la région n'avaient aucun droit sur les terres communales.

Depuis juin 2005, la population du district de Jagatsinghpur proteste contre son éventuel déplacement et les menaces potentielles que fait peser le projet de POSCO sur ses moyens de subsistance. Les manifestants érigent souvent des barricades dans le secteur et empêchent les représentants de l'État de se rendre dans les villages. En juin 2008, Dula Mandal, un manifestant, a été tué par une bombe lors d'affrontements entre détracteurs et défenseurs du projet. En mai 2010, au moins 20 manifestants ont été blessés par balle lorsque les policiers ont recouru à une force excessive contre eux.

Le projet sidérurgique devrait être lancé dès que les autorités auront concrètement pris possession des terres nécessaires.

Action complémentaire sur l'AU 147/11, ASA 20/028/2011, 10 juin 2011

